



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°102 – mardi 11 janvier 2000.

LA FIEVRE DE L'OR BLEU

Dans ce numéro

- 1- L'or bleu
- 2- Séminaire sur la mondialisation financière
- 3- L'école n'est pas à vendre
- 4- Marche mondiale des femmes
- 5- Rendez vous avec ATTAC

En bref...

« Nous lancerons un nouveau round. La seule question est quand ? Quand les gouvernements en auront la volonté et lorsque les coûts pour ne pas l'avoir commencé deviendront trop grands », déclarait Michael Moore président de l'OMC en Inde le 11 janvier. « Nous sommes l'Organisation Mondiale du Commerce, pas l'organisation mondiale de l'environnement », renchérisait-il. Et pourtant de l'Erika à nos robinets, en passant par les déserts et les nappes phréatiques, un seul mot pourrait résumer les ambitions de l'OMC contre l'existence du bien commun : l'eau (voir L'or bleu). Par ailleurs la Marche Mondiale des Femmes organise bientôt une manifestation sur des thèmes qui touchent à tous, à nous (voir Marche mondiale des femmes). Groupes d'expertises dans les groupes locaux et conseil scientifique d'ATTAC Argentine se mettent au travail pour nous aider à comprendre et nous offrir la chance de participer (voir L'école n'est pas à vendre et Séminaire sur la mondialisation financière).

L'or bleu

Pluies ou averses, océans, mers, rivières, fleuves et lacs, cascades... à qui appartient l'eau ? L'eau est un enjeu de la marchandisation du monde, de sa privatisation à marche forcée, non pas pour mieux la répartir mais pour en tirer partie là où elle est abondante.

Ainsi un fonds de placement suisse, Pictets Funds Management, vient de naître le 1 janvier sur ce secteur perçu comme une niche financière par ses dirigeants. Il compte permettre aux particuliers et aux investisseurs institutionnels d'entrer dans le capital des entreprises sélectionnées. Les performances de ces entreprises au nombre desquels nous retrouvons Vivendi et la Lyonnaise pour ne parler que des françaises, ont été évaluées à 48,9% dans les dernières trois années.

L'eau est souvent considérée, à raison, comme un bien inaliénable de l'humanité. Pourtant elle est l'objet bien souvent d'enjeux géostratégiques et de domination économique. Elle a aussi un coût perceptible dans nos villes et nos régions, coût induit pour sa majeure partie

par sa dépollution rendue nécessaire à cause de l'usage intensif qu'il en est fait dans l'industrie et par le complexe agro-alimentaire.

Les accidents industriels sont pléthore. Le coût de ses pollutions reste le plus souvent socialisé, c'est à dire à la charge des contribuables qui pourtant en subissent par ailleurs les conséquences directes. Le dernier en date, celui de l'Erika, malheureusement, ne semble pas déroger à la règle.

Ainsi ATTAC Finistère finistere@attac.org écrit :

« En Bretagne, René VAUTIER, réalisateur de films résistant, citoyen, enragé et engagé depuis cinquante ans (" Avoir 20 ans dans les Orès "), a réalisé en 1978 : " Marée noire, colère rouge ", caméra citoyenne avant-gardiste sur le naufrage de l'Amoco Cadiz. Ce film, qui a obtenu le premier prix du Festival International du Film Documentaire de Rotterdam, en 1978, n'a jamais été diffusé en France. La qualité de l'image et du son est moyenne, car ce film, comme l'œuvre toute entière de VAUTIER, a subi les pires outrages de la censure officielle et officieuse, mais il n'a pas pris une ride et



attac

présente avec beaucoup d'humour ... ce qui nous arrive aujourd'hui !... En première partie d'une soirée de projection, si vous diffusez le film " Millenium Round ", réalisé par ATTAC Rhône, vous obtenez un cocktail absolument génial, qui vous évite des mois d'efforts d'information et d'explication, tant les deux films sont complémentaires et parlants auprès du public. A ATTAC Finistère, nous avons déjà organisé deux soirées avec ces films (avec succès), et je crois que si nous pouvons programmer des soirées avec des projections de ce type, " l'aurore " dont parle Ignacio RAMONET se lèvera aussi sur les côtes qui bordent nos océans. Vous pouvez vous procurer le film de René VAUTIER " Marée noire, colère rouge " à La Cinémathèque de Bretagne - 2, av. George CLEMENCEAU - 29200 BREST - tél. : 02.98.43.38.95 - e.mail : cinemathèque.bretagne@wanadoo.fr au prix maximum de : 130f.»

Pour plus d'information sur l'Erika:

<http://www.radiophare.net/erika>

<http://www.concarn.net>

ATTAC avait organisé un Forel (forum électronique) sur le thème de l'eau. Vous pouvez en consulter la synthèse qui en a été tirée et les documents y afférant :

<http://attac.org/fra/list/doc/foreleau.htm>

Vous trouverez de plus ci-après une présentation de la journée mondiale de l'eau organisée sous l'égide de l'UNESCO. Participez !

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

22 Mars 2000 : Journée mondiale de l'eau. « De l'eau pour le 21ème siècle ».

Le 22 mars, le monde célèbre la Journée mondiale de l'eau. L'UNESCO est l'agence des Nations Unies qui prépare cette année, l'événement et les activités qui y sont relatives. « De l'eau pour le 21ème » siècle est le thème qui a été retenu pour cette année particulière. Il met en évidence les défis que l'humanité devra, sans aucun doute, affronter en matière de gestion et de développement des ressources en eau durant le siècle prochain. Ce thème a été choisi afin de coïncider avec l'aboutissement du projet "Vision mondiale de l'eau" et la tenue du 2ème Forum mondial de l'eau du 17 au 22 mars 2000 à La Haye (Pays-Bas).

Afin de sensibiliser l'opinion publique par rapport aux problèmes de l'eau, l'UNESCO voudrait promouvoir en ce jour du 22 mars 2000, des activités et événements qui seraient reliés à l'eau et organisés par toute sorte d'associations

et de groupes s'intéressant à la question de l'eau de par le monde. Les objectifs majeurs seraient alors :

- d'habiliter les hommes aussi bien à l'échelle individuelle que communautaire, afin qu'ils puissent bénéficier d'une eau saine et de conditions d'hygiène de vie satisfaisantes,
- de gérer les activités humaines afin d'assurer la conservation aussi bien de la quantité que de la qualité de l'eau fraîche des écosystèmes, laquelle rend des services aux êtres humains ainsi qu'à tous les autres êtres vivants.

Le large thème choisi pour l'an 2000, permet de prendre en considération plusieurs sujets intéressants. Quelques idées sont suggérées ci-dessous, elles pourraient faire l'objet d'une attention plus ou moins particulière selon leur importance par rapport à vos organisations et problèmes régionaux :

- responsabiliser chacun par rapport au problème de l'eau,
- penser aux générations futures et travailler pour la construction d'un avenir meilleur dans la mesure où une sorte de crise de l'eau existe déjà et va en s'aggravant,
- faire participer les femmes à la gestion de l'eau,
- impliquer les jeunes dans la gestion de l'eau,
- rendre chacun conscient de l'importance de cette ressource rare et précieuse qu'est l'eau,
- prévoir une gestion de l'eau et de la terre à l'échelle des bassins hydrographiques,
- influencer les représentants politiques (maires, parlementaires, sénateurs...) afin qu'un changement soit possible.

Nous vous encourageons ainsi que votre organisation à célébrer ce jour par un événement ou une action spéciale. Pour cela nous vous suggérons :

- d'organiser une "Journée portes ouvertes" durant laquelle aussi bien les institutions du secteur public que celles du secteur privé s'occupant des problèmes de l'eau, seraient ouvertes aux personnes intéressées qui pourraient les visiter afin de se familiariser avec les installations d'approvisionnement en eau, de traitement et d'assainissement de l'eau,
- de publier dans les journaux et toute sorte de périodiques (gouvernementaux ou autres) des articles relatifs à l'eau,
- de publier des suppléments de journaux traitant des problèmes de l'eau,
- de préparer des programmes télévisés tournant autour de la question de l'eau,
- de préparer des entretiens télévisés faisant intervenir des personnes avisées sur la question de l'eau,



attac

- d'organiser des concours et activités scolaires ayant l'eau pour sujet principal,
- de distribuer des affiches et brochures dans les écoles secondaires (inspirées du matériel pris sur Internet),
- de préparer des jeux sur l'eau dans les programmes radiodiffusés,
- d'organiser des expositions de photos sur le thème de l'eau,
- d'encourager la tenue de séminaires et de symposiums sur l'eau,
- de lancer des campagnes d'économies et d'assainissement de l'eau...

Pour célébrer cette journée, l'UNESCO a créé, par le biais du Programme hydrologique international (PHI), un site web à l'adresse suivante : www.unesco.org/science/waterday2000 . Si vous-même avez un site web que vous voudriez relier au nôtre, veuillez adresser votre demande à Monsieur Jesús M. de la Fuente (JM.Fuente@unesco.org). Ainsi nous pourrions ajouter votre site à la liste de ceux intéressant les problèmes de l'eau et vous nous aurez aidé à atteindre, informer et impliquer le plus grand nombre de personnes possible quant à la question de l'eau.

N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez avoir plus de suggestions ou d'informations sur la façon dont vous et votre organisation pouvez célébrer cette journée. Aussi, nous aimerions savoir quelle action vous projetez d'organiser et comment vos activités seront menées à bien afin que nous puissions les inclure dans une section spéciale qui leur est consacrée dans notre site web.

Par l'intermédiaire du PHI, l'UNESCO et le projet "Vision mondiale de l'eau" invitent chacun de vous à nous rejoindre pour célébrer cette journée. Fêtez le 22 mars et faites nous parvenir vos idées et commentaires, non seulement pour nous aider à améliorer notre site web et à échanger des informations, mais aussi pour atteindre un monde meilleur pour l'eau au 21ème siècle.

Nous vous remercions à l'avance de votre collaboration et attendons le plaisir de vous lire prochainement.

Andras Szöllösi-Nagy
Secrétaire
Programme hydrologique international
UNESCO

Coordination de la Journée mondiale de l'eau
2000
Division des sciences de l'eau

UNESCO
1, rue de Miollis
F-75015 Paris
e-mail: worldwaterday2000@unesco.org
JM.Fuente@unesco.org
<http://www.unesco.org/science/waterday2000>
Tel: +(33-1) 45 68 40 06 / 41 80
Fax: +(33-1) 45 68 58 11

Séminaire sur la mondialisation financière.

Le Conseil Scientifique d'ATTAC-Argentine est en train de préparer un séminaire pour Juin 2000. Dans notre dernière séance plénière nous parlions de matérialiser le Séminaire approuvé lors de l'assemblée générale, activité qui se fera conjointement avec le Groupe de Travail de Clasco sur l'Economie Internationale. L'intention est d'élaborer des objectifs de portée spécifiquement académique (Clasco et le Conseil académique) et d'un mouvement (ATTAC).

Proposition

Séminaire: Globalisation financière : l'impact dans la région et les stratégies de régulation
Organisée par : ATTAC-Argentine et CLASCO (Groupe de Travail sur l'Economie Internationale)
Déroulement : Le séminaire sera réalisé entre le 21 et le 23 juin 2000 et aura deux sortes d'activités : une de caractère fermé, avec la participation de membres du GT de Clasco, du Conseil Académique d'ATTAC et des invités internationaux, l'autre ouvert à la libre participation.

Premier jour Mercredi 21 Juin 2000

- de 9 h. à 13 h. et de 15 h. à 18 h.: Atelier de travail pour le GT de Clasco, le Conseil Académique d'ATTAC et les invités internationaux. Il aura lieu au siège de la FISYP. Présentation des travaux des participants : ½ heure d'exposition et ½ heure de discussion, intercalant des rapports locaux et internationaux. (Seront discutés 4 travaux le matin et 3 l'après-midi)
- de 19 h. à 21 h : Cession inaugurale de caractère ouvert. Elle se déroulera dans l'enceinte de la UBA (Univ. de Buenos Aires) et pourra inclure un Hommage à María Concepción Tavares. Y sera intégré un Panel sur la Globalisation et l'Amérique Latine avec quelqu'un de la UBA (rectorat), Alilio Borón (CLACSO), Mario Rapoport (ATTAC) ainsi qu'une dissertation de M. C. Tavares.

Second jour Jeudi 22 Juin 2000



attac

- de 9 h. à 13 h.: Atelier de travail pour le GT de Clasco, le Conseil Académique d'ATTAC et les invités internationaux. Il aura lieu au siège de la FISYP. Présentation des travaux des participants : ½ heure d'exposition et ½ heure de discussion, intercalant des rapports locaux et internationaux. (Seront discutés 4 travaux)

- De 15 h. à 18 h.30 Atelier ouvert, avec présentation et discussion des rapports des groupes et adhérents ATTAC. Il aura lieu au siège de la CTA. Thème: La proposition TOBIN : portées et limites. Introduction de François Chesnais. Commentaires de Julio Sebares, Daniel Muchnik et Carlos Vilas.

- De 19h. à 21h. Panel sur le Mouvement international de capitaux et sa régulation avec François Chesnais, Félix Jiménez, Orlando Caputo, Elvira Concheiro, Carlos Heller.

Troisième jour Vendredi 23 Juin 2000

- de 9 h. à 13 h.: Suite du GT Clasco et du CA d'ATTAC. Siège de la FISYP. (Seront discutés 4 travaux) De 15 h. à 18 h.30 Suite de l'Atelier ouvert. Siège de la CTA Thème : Organismes Internationaux : critiques et alternatives. Introduction d'Eric Toussaint. Commentaires de Salvador M. Lozada, Naúm Minsburg, Mercedes Marcó del Pont.

- De 19 h. à 21 h. Panel de Clôture sur le Coût social de la globalisation financière et les réponses populaires : Bernard Cassen, Emir Sader, María Esther Ceceña, Margarita López Maya, Claudio Lozano. Siège de la CTA

Contact:

Julio C. Gambina. Tél: (5411) 4320-6041 Fax: (5411) 4320-6043 Maipú 73, 3er. Piso. Buenos Aires. Argentina (1084) E-mail jgambina@idelcoop.org.ar

L'école n'est pas à vendre.

Attac-Marseille : création d'une Commission Education dont la première réunion a eu lieu ce vendredi 7 janvier à 18h30 au journal Taktik (55, cours Julien)

Pourquoi une Commission Education ?

« Le projet de la Commission Education d'Attac-Marseille est tout simple : lutter contre la marchandisation de l'enseignement. »

C'est autour de cette problématique que vont s'organiser des débats et des rencontres dans une librairie spécialisée sur les questions éducatives. Ces rencontres s'adresseront en priorité «aux professionnels, parents d'élèves, étudiants et pourquoi pas lycéens. Si notre expérience est concluante, nous pourrions sortir

une plaquette. Nous avons déjà pu constater que la demande sur ce sujet était forte. »

Le premier document de la Commission Education :

L'ÉCOLE N'EST PAS A VENDRE !

Le sommet de Seattle a échoué. C'est une victoire pour tous ceux qui ne veulent pas que le monde et l'ensemble des activités humaines soient traités comme des marchandises.

L'éducation aussi était au menu de l'OMC. Par le nombre d'emploi qu'il procure et les importantes sommes d'argent qu'il mobilise, le secteur de l'éducation est comparable à celui de l'automobile. Les pays de l'OCDE consacrent annuellement mille milliards de dollars au financement de leur enseignement qui occupe près de dix millions d'enseignants. Un joli marché en perspective ! Et qui aiguise de grands appétits. Depuis dix ans les rapports s'accumulent, venant du FMI ou de l'OCDE, de l'ERT ou de la Commission Européenne, ils concluent tous dans le même sens : " l'éducation sera le grand marché du XXIème siècle ".

Mais il y a toutefois, dans notre pays, un obstacle de taille : l'école publique laïque et... gratuite. Aussi sans attendre les décisions de l'OMC, des pressions considérables s'exercent sur le service public pour le soumettre aux lois du marché. Les tenants de la pensée unique dans le domaine pédagogique ressassent les mêmes fausses évidences qu'ailleurs : capituler ou disparaître, il n'y aurait pas d'autre choix. Mais il n'y a pas plus de raisons pour se résigner à la marchandisation de l'éducation que d'accepter les OGM ou les fonds de pension.

La commission ÉDUCATION d'Attac se propose de dévoiler les orientations néo-libérales à l'œuvre dans le système éducatif et de rassembler les forces nécessaires pour les combattre.

PROGRAMME DES CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LA COMMISSION ÉDUCATION D'ATTAC-MARSEILLE

JEUDI 27/01 "Du collège unique à l'O.P.A. néo-libérale sur le système éducatif" avec Sami Johsua

JEUDI 10/02 " L'enseignement européen sous la coupe des marchés" avec Nico Hirtt



attac

JEUDI 09/03 " Individualisation de la formation ou apprentissage collectif des savoirs" avec Yves Chevallard

les conférences se tiendront à la librairie Paidos (cours Julien) et débiteront à 19h participation au frais

Plus d'infos : Jean-Louis Marchetti
marseille@attac.org

Marche mondiale des femmes.

REUNION NATIONALE DU 16 JANVIER
RAPPEL 9 H 30/18 H - Siège du SNUipp, 12, rue Cabanis 75 012 Paris , Métro Glacière

PROJET de PLATE-FORME EUROPEENNE MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES 2000
PROJET DE PLATE FORME REDIGE PAR LES FRANCAISES

Avec l'organisation de la Marche Mondiale des Femmes, l'an 2000 sera sur toute la planète une année d'initiatives et de manifestations des femmes.

A Montréal a été élaboré une plate forme mondiale de revendications contre les violences et la précarité qui frappent les femmes.

En Europe, nous manifesterons pour affirmer nos exigences d'égalité, de justice et de solidarité, et notre refus des violences, des exclusions et des discriminations.

Nous, femmes d'Europe, marcherons pour construire un monde d'égalité entre les femmes et les hommes, un monde dans lequel sera éliminée la domination masculine, avec ce qu'elle signifie de marginalisation pour les femmes et de violence à leur égard.

Nous, femmes d'Europe, marcherons pour réaffirmer notre engagement pour la paix et la démocratie.

Nous, femmes d'Europe, marcherons pour construire un monde basé sur le partage de la richesse collective, l'égalité, la justice et la solidarité.

Cette marche sera un pas en avant vers le développement de réseaux de femmes qui constitueront un contre-pouvoir et se feront entendre des instances européennes.

C'est à de vrais renversements de logique que nous appelons, nous ne voulons plus attendre un prétendu " égal accès" promis aux femmes.

1 - POUR UNE EUROPE SOLIDAIRE, DEMOCRATIQUE, OUVERTE

Les femmes sont au centre des phénomènes liés à la mondialisation économique : flexibilité de l'emploi, surexploitation, délocalisations, accroissement des inégalités, mise en cause des acquis. En Europe comme dans le reste du monde, ce sont elles qui assument les coûts les plus lourds de cette mondialisation parce qu'elles forment l'essentiel de la main d'oeuvre flexible et bon marché, recherchée au nom de la compétitivité. Elles sont les plus touchées par les crises économiques et les restructurations. En Europe centrale et orientale, la transition vers l'économie libérale a plongé 75 millions de personnes, des femmes en premier lieu, dans la précarité. Les droits sociaux, subordonnés aux impératifs du marché, ne sont pas ou plus assurés, les services publics sont démantelés, l'investissement public diminue. Cette situation crée les conditions pour l'éclatement de troubles civils et de conflits ethniques dont les femmes sont toujours les premières victimes.

NOUS VOULONS

UNE EUROPE SOLIDAIRE qui consacre tous ses efforts à réduire l'écart grandissant entre pays nantis et pays en difficulté, ainsi qu'entre femmes et hommes.

- Nous exigeons l'annulation de la dette de tous les pays du tiers-monde et la fin des plans d'ajustement structurels.

- Nous nous associons aux appels internationaux qui exigent un Contrôle citoyen de l'Organisation Mondiale du Commerce, un moratoire sur toutes les décisions qui étendraient les pouvoirs de l'OMC et provoqueraient une déréglementation accrue dans de nombreux domaines, une taxe sur les transactions financières (Taxe Tobin) et toutes mesures propres à limiter le pouvoir des entreprises multinationales et des détenteurs des capitaux.

UNE EUROPE DE LA DEMOCRATIE qui respecte et élargisse la citoyenneté. Partout, y compris dans les démocraties occidentales, les femmes sont toujours des citoyennes de seconde zone. Leurs droits acquis sont constamment remis en cause et les gouvernements qui s'indignent sur la condition des femmes du Sud continuent de soutenir les régimes souvent dictatoriaux auxquelles elles sont soumises. Nous exigeons une égale représentation des femmes et des hommes dans la vie politique, économique, sociale. Nous exigeons que nos gouvernements retirent tout soutien aux régimes dictatoriaux qui oppriment les femmes. Nous exigeons le respect de la laïcité et nous combattons les



attac

intégrismes et le pouvoir des religions sur nos vies ; Nous exigeons que les codes de statut personnel discriminatoires et d'inspiration religieuse ne soient pas reconnus en Europe et que soient modifiés les accords bilatéraux avec les pays d'origine qui autorisent ces statuts discriminatoires ; Nous voulons l'accès à la citoyenneté pour les non-nationaux, le droit de vote et d'éligibilité. Même sol, mêmes droits !

UNE EUROPE de la PAIX et du DEVELOPPEMENT DURABLE Partout la loi de la compétition entre Etats et entre producteurs fait des ravages. C'est l'environnement saccagé par la surexploitation des ressources naturelles et la pollution. C'est toujours la course aux armements. Les droits des peuples et des personnes sont bafoués. Nous exigeons une alimentation saine et suffisante pour tous. Nous exigeons que soient mises en application, sans retard, toutes les recommandations des conférences mondiales sur l'environnement. Nous exigeons que l'Europe s'engage dans une politique de rééquilibrage des richesses, de lutte contre le développement inégal et contre la famine. Nous exigeons l'interdiction des ventes d'armes, qui enrichit les pays riches et appauvrit les pays pauvres ainsi que l'exploitation ruineuse et dangereuse des techniques liées au nucléaire. Nous voulons que l'Europe engage une politique extérieure active pour prévenir et faire cesser les conflits et les agressions

UNE EUROPE OUVERTE qui, au lieu de se constituer en forteresse comme l'y ont engagée les accords de Schengen, donne toute leur place aux immigré-e-s, abolisse les discriminations à leur égard, en particulier envers les femmes. Pour les droits des femmes immigrées et étrangères, nous exigeons tout particulièrement -la régularisation des sans papiers, le droit de séjour garanti pour tous et toutes, l'autonomie pour les femmes immigrées, indépendamment de leur situation conjugale ou de famille, et la libre circulation des personnes.

- l'arrêt des arrestations et des expulsions, la fermeture des centres de rétention,
- le respect du droit d'asile et la reconnaissance du statut de réfugiées pour les femmes victimes de discriminations et de persécutions sexistes et/ou de violences sexuelles, et celles victimes de persécutions et de discriminations en raison de leur lesbianisme,
- un titre de séjour indépendamment de leur condition d'épouse, de mère, de fille, de sœur ou de femme de polygame
- la possibilité de divorcer ou de se séparer sans perdre son droit au séjour.

UNE EUROPE ELARGIE ne se limitant pas à l'Europe des 15. Elle doit comprendre les pays

de l'Est et des Balkans qui ont connu une autre histoire mais qui aspirent à se construire ensemble à trouver les voies d'un développement durable basé sur un environnement sain et d'une culture démocratique. Ce sont les femmes de tous ces pays qui marcheront ensemble.

II - CONTRE LA PAUVRETE, LA PRECARITE, POUR L'EGALITE SOCIALE ECONOMIQUE ET PROFESSIONNELLE

Les femmes sont plus touchées par le chômage et la précarité. Elles n'accèdent que rarement aux emplois les plus valorisés et ont des salaires inférieurs à ceux des hommes. Elles sont partout et toujours chargées d'assurer le travail domestique.

NOUS VOULONS UNE EUROPE SOCIALE où l'alignement des droits, des revenus et de la qualité de la vie se fasse par le haut. Nous voulons le droit au travail et au revenu, l'égalité, le droit de vivre dignement et nous refusons les discriminations. Pour le droit à l'emploi, à un revenu, pour en finir avec le chômage, nous exigeons :

- L'instauration dans toute l'Europe d'un salaire minimum suffisant ;
- Une réduction massive du temps de travail, sans réduction de salaires, sans flexibilité, avec embauches correspondantes ;
- la suppression de l'annualisation du temps de travail

Pour l'égalité professionnelle des femmes et des hommes nous exigeons :

- l'égalité des salaires des hommes et des femmes ;
- La suppression du travail à temps partiel imposé ;
- L'interdiction du travail de nuit pour toutes et pour tous, sauf dans les secteurs le nécessitant impérativement, et dans ce cas avec des compensations.

Pour des droits sociaux permettant de vivre dignement, nous exigeons

- l'augmentation des allocations de chômage et autres aides sociales
- la préservation et la généralisation des systèmes publics de protection sociale ;
- l'égalité d'accès à la santé, au logement ; l'attribution prioritaire de logements sociaux aux sans-logis, notamment aux femmes seules avec ou sans enfant ;
- l'éducation gratuite et de qualité pour toutes et tous ;
- la création d'équipements sociaux, en particulier de services de la petite enfance pouvant accueillir tous les enfants ;



attac

- pour les chômeurs-meuses : gratuité des transports, de l'électricité, accès à la culture et aux moyens de communication.

L'instauration d'un revenu individuel minimum mais suffisant pour vivre une vie décente, devrait être garanti à chacune et chacun out au long de la vie. Une réduction des budgets militaire permettra de réorienter des sommes considérables vers la satisfaction des besoins sociaux.

Contre les discriminations, nous exigeons

- l'arrêt des répressions syndicales,
- des sanctions contre le harcèlement moral au travail
- l'abolition des discriminations dans tous les domaines économiques et sociaux envers les femmes étrangères, ou les femmes issues de l'immigration, un droit au séjour permettant aux étrangère l'accès au travail légal et l'autonomie juridique, économique et sociale.

III - POUR LE DROIT DES FEMMES A DISPOSER DE LEUR CORPS ET A CHOISIR LEUR MODE DE VIE ET LEUR SEXUALITE

Les Etats doivent reconnaître aux femmes le droit de disposer de leur corps et doivent garantir à toutes à l'accès à la contraception et à l'avortement et le libre choix de leur sexualité.

Pour le droit à la contraception et à l'avortement, nous exigeons :

- Que les moyens contraceptifs délivrés sur prescription soient remboursés par les organismes correspondants dans les différents pays, les autres devant être délivrés à des prix modiques ;
- Que les femmes puissent bénéficier de l'avortement dans les meilleures conditions possibles jusqu'au moins 12 semaines de grossesse. La possibilité d'avorter de façon médicamenteuse doit être offerte partout en Europe.
- Que l'avortement soit remboursé par les organismes correspondants des différents pays.
- Que toutes les femmes disposent de ces droits, y compris les mineures (sans autorisation

parentale) et les étrangères (sans condition de durée et de titre de séjour).

Pour le droit de choisir son mode de vie et sa sexualité, contre les violences à l'encontre des lesbiennes, nous exigeons :

- Que soit mise en oeuvre une politique de reconnaissance sociale des lesbiennes et que soit mis un terme à l'imposition de la norme hétérosexuelle dominante.
- Que les violences à l'encontre des lesbiennes soient reconnues comme une violation des droits fondamentaux de la personne,
- Que les lesbiennes bénéficient de droits égaux à ceux des femmes hétérosexuelles et ne souffrent d'aucune discrimination lesbophobe (application de l'article 13 du Traité d'Amsterdam).

CONTRE LA PORNOGRAPHIE nous exigeons

- Que les productions pornographiques soient interdites à l'affichage public.

CONTRE LE PROXENETISME ET LA PROSTITUTION nous exigeons

- Que soit ratifiée par tous les pays et appliquée effectivement la Convention pour la Répression de la Traite des Etres Humains et de l'Exploitation de la Prostitution d'Autrui du 2 décembre 1949.

- Que soit inscrite dans la législation la possibilité de poursuivre les ressortissants d'un pays se rendant coupables de tourisme sexuel dans un autre pays.

- Que soit appliquée la Charte Internationale du Tourisme et le Code du Tourisme adoptés le 26 septembre 1985, par l'Organisation Mondiale du Tourisme : les organisateurs de voyages pour tourisme sexuel doivent aussi être poursuivis.

Adresse de la coordination : Marche mondiale des femmes 104, rue des Couronnes - 75 002 - PARIS Tél : 01 44 62 12 33 - Fax 0144 62 12 34
- E.mail : marchefem@ras.eu.org Internet : www.ffq.qc.ca/marche2000

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Vendredi : DRAGUIGNAN – ANNECY – TOURS – RENNES – LE BEAUSSET – VALENCE
- Samedi : ALENCON – MONTREUIL – MASSY – PARIS CENTRE



attac

- Dimanche : MONTREUIL
- Lundi : NOYON – SAINT ETIENNE – CREIL – TOURS – BORDEAUX
- Mardi : REIMS – PARIS 15 – PARIS 9 & 10 – BEAUVAIS – PARIS 11 – SAINT GENIS POUILLY - RENNES